

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article560>



Appel d'anciens députés pour une Constituante

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Les institutions - La Constitution -



Date de mise en ligne : lundi 28 mai 2012

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Pour une Assemblée constituante

Trois anciens parlementaires appellent à une refondation de la vie politique, seule capable à leurs yeux de résoudre la crise démocratique que traverse le pays.

Leur appel a été reproduit dans le journal La Croix (texte en pièce jointe).

André Bellon, ancien député (PS) des Alpes-de-Haute-Provence

Jean-Marie Daillet, ancien député (UDF) de la Manche

Jean-Pierre Fourré, ancien député (PS) de Seine-et-Marne

Nous avons été députés dans les années 1980-1990. Nos appartenances étaient diverses ; nos opinions restent aujourd'hui différentes. Nous n'exprimerons d'ailleurs pas les mêmes votes lors des prochaines élections.

Mais, au-delà de nos parcours et de nos options, nous voulons affirmer en commun notre attachement à la démocratie, au contrat social, en un mot à la République.

La démocratie est aujourd'hui en grave danger dans notre pays. La vie publique s'éloigne de plus en plus des citoyens, le pouvoir est essentiellement concentré sur un président irresponsable devant eux, mais largement soumis aux opérateurs financiers, décidant ainsi de la vie de tous aussi bien que de l'avenir même du pays. D'étape en étape, les citoyens ne se sentent plus représentés et se détournent de la plupart des élections ; d'échéance en échéance s'accroissent les risques de violence en réaction à une vie publique délétère.

D'étape en étape, les citoyens ne se sentent plus représentés et se détournent de la plupart des élections ; d'échéance en échéance s'accroissent les risques de violence en réaction à une vie publique délétère.

La société est en pleine décomposition, comme l'illustrent les inégalités sociales et la déliquescence des services publics. En outre, notre pays n'est plus en mesure d'exprimer, comme le font les États-Unis, la Chine, le Brésil ou l'Allemagne, des choix pour lui-même.

On peut avoir des options très diverses quant au type de société souhaité. Mais on ne saurait accepter que l'avenir se bouche, faute de pensée et, de courage politique. On ne saurait non plus accepter qu'un futur, certes difficile à cerner face à des enjeux économiques, sociaux, écologiques et géopolitiques sans précédent, se décide loin des citoyens, en dehors de tout soutien populaire réel. Les institutions doivent être repensées pour redonner force à une vie politique aujourd'hui éloignée des préoccupations des citoyens. Elles doivent recréer la confiance, s'appuyer sur une vraie citoyenneté, reconstruire le soutien populaire. C'est pourquoi l'élection au suffrage universel direct d'une Assemblée constituante constitue une réponse à la grave crise politique que nous traversons. Cet objectif n'est pas, au demeurant, limité par nature à la France. De telles assemblées dans les autres pays pourraient aider à un processus de paix et de stabilité bien nécessaires au vu des risques qui pèsent aujourd'hui sur le monde.